

Le programme 2022-2026 s'articule donc autour de trois axes transversaux :

1. Production et hiérarchisation des mondes sociaux : vers un dépassement des paradigmes ?
2. Pratiques, expériences et représentations de l'espace
3. La (re)localisation du politique : un processus sous tension

Les trois axes ont infléchi sensiblement leurs angles d'attaque par rapport au précédent projet, comme le montrent leurs textes d'intention. L'axe 2 a conservé un intitulé similaire.

Les axes organiseront leurs activités dans le cadre des Journées ESO, par l'organisation de séminaires avec appels à contribution et par l'apport diversifié des chantiers expérimentaux (cf. schémas en infra).

UNE OSSATURE EN 3 AXES SCIENTIFIQUES TRANSVERSAUX

AXE 1 : PRODUCTION ET HIERARCHISATION DES MONDES SOCIAUX : VERS UNE ACTUALISATION DES PARADIGMES ?

Rédaction : Anne Atlan, Philippe Boudes, Sébastien Caillault, Antonin Margier, Jean Rivière, Elisabeth Schneider, Jean-François Thémines

Les travaux menés dans cet axe interrogeront prioritairement les processus de production et de hiérarchisation des « mondes sociaux » au prisme de leur dimension spatiale, cette notion renvoyant plus largement à une perspective de dialogue interdisciplinaire entre géographes et sociologues notamment. Par ailleurs, les « paradigmes » doivent être entendus au sens large comme des modèles ou des schèmes de représentation du monde social, ces schèmes pouvant être liés à des identités disciplinaires ou à des courants théoriques. Le projet de l'axe vise à questionner les paradigmes de « transition », de « différenciation » et de « transmission » pour affiner ce qui fait débat et ce qui fait consensus aujourd'hui au sein d'ESO concernant les processus de co-production des espaces et des groupes sociaux.

Le premier sous-axe interroge ainsi les modes de production - notamment économiques - de l'espace contemporain, au travers de la transition socio-environnementale comme paradigme d'interprétation de l'évolution de ces modes de production. Le deuxième sous-axe met l'accent sur les mécanismes de différenciation et de hiérarchisation des espaces, en interrogeant pour cela les processus de division sociale de l'espace et les logiques de catégorisations des espaces et des groupes sociaux (méthodes, outils, entrées théoriques mobilisées). Le troisième sous-axe investit les processus de médiation entre différents univers sociaux : dans l'enseignement, la transmission, l'innovation et l'accompagnement des publics étudiants, en s'intéressant aux formes de circulations et de médiations des savoirs et en prenant en compte les enjeux de la médiatisation et des « terrains en ligne ».

1. Modes de productions de l'espace dans la transition

Dans quelle mesure la production de l'espace et des sociétés doit-elle être pensée en termes de transition ? Sans chercher à revendiquer un positionnement proche des transitions studies, l'axe propose de mobiliser au contraire ses compétences disciplinaires et sa capacité d'ouverture interdisciplinaire pour envisager les nouvelles théories et les nouveaux objets au cœur de cette transition, principalement autour des enjeux socio-économiques et environnementaux (mobilités, logement et habitat, tourisme, agriculture et alimentation, espaces protégés et relations au vivant etc.). Cela permettra de se saisir également de la production des nouvelles configurations spatiales préfigurées par ces dynamiques de transition et de la production des futurs en tant que projection de nos sociétés vers d'autres organisations socio-spatiales (A. Morel-Brochet, V. Jousseau, P. Boudes).

Les transitions : écologie, modernité, individu et bien commun

La transition alimente la production de l'espace tant au niveau global que local, tant dans le registre des pratiques que dans celui des idées. Il s'agit d'abord d'une transition écologique, qui prend la relève du développement durable dans l'articulation du trio société, nature, économie (J.-B. Bahers, B. Quenault) et dans le dépassement de la dichotomie humain-non-humain (A. Atlan, V. Van Tilbeurgh, F. Joliet). Il s'agit ensuite d'une volonté de transformer la modernité pour la rendre davantage réflexive - c'est-à-dire que la

production de l'espace et de la société est constamment traversée par de nouvelles informations et de nouvelles incertitudes, de nouveaux mouvements, qui vont redéfinir les formes et les dynamiques-mêmes de cette production (P. Boudes, M. Marie, I. Garat). Il s'agit enfin d'une légitimation des mobilisations individuelles et collectives, c'est-à-dire que la production est non seulement collective mais encore immanente à chacun : il y a co-production, par une multitude d'acteurs, mobilisant une diversité de référentiels, au service d'ambitions relevant tant du bien commun que de la différenciation (A. Atlan, Y. Le Caro, C. Emelianoff, X. Michel). Ce premier volet de l'axe 1 abordera ces transitions socio-écologiques, mobilitaires et énergétiques, de manière croisée pour renouveler l'analyse des objets portés par l'UMR.

Transition et système économique

Le second volet permet d'aborder la question de l'économie dans la production matérielle de l'espace et des sociétés. Cela est justifié par deux raisons principales : à la fois parce que les dynamiques économiques sont au cœur de nos sociétés, dans leurs cultures et leurs configurations et parce que les approches de l'axe ciblent régulièrement ces enjeux, au niveau micro - avec la consommation matérielle, les évolutions des pratiques, l'échange - par exemple dans le domaine des études touristiques (H. Pebarthe-Désiré, P. Duhamel, P. Violier), l'économie solidaire et sociale (E. Bioteau, R. Gaillard, V. Billaudeau), la respatialisation de l'économie par sa localisation (A. Gasnier, L. Guillemot) - mais surtout aux niveaux meso et macro en mobilisant des approches sur le poids des systèmes économiques dans la production de l'espace et des rapports sociaux (F. Laurent, P. Madeline, N. Raimbault), ou des entrées critiques sur les biens communs environnementaux (S. Caillault, M. Tsayem-Demaze) et sur la tendance à intégrer la transition non plus dans le système économique mais bien l'économie dans une transition, portée par des échanges interdisciplinaires dans lesquels l'axe va s'investir.

Une nouvelle trajectoire ?

Le troisième volet sera spécifiquement dédié aux enjeux des transitions agricoles et alimentaires. Il s'agit d'un thème fédérateur pour l'UMR, qui a pris de l'ampleur notamment via les travaux sur les questions alimentaires. Circuits courts, résilience alimentaire, agriculture urbaine, conflits liés à l'élevage, évolution des paysages : les dynamiques actuelles reconfigurent largement les territoires, l'espace et la société (C. Margetic, C. Darrot, V. Van Tilbeurgh, M. Marie, M. Bermond, P. Guillemin). Les modalités de production de l'alimentation, l'approvisionnement individuel ou collectif, l'organisation des acteurs des mondes agricoles et des systèmes alimentaires, tout cela participe à un renouvellement des modes de production de l'espace et dessine une nouvelle trajectoire laquelle, si elle s'inscrit pleinement dans la transition écologique évoquée, en est également une synthèse puisqu'elle rassemble les composantes thématiques de celle-ci : énergie, gouvernance, transmission et redéfinition des connaissances, agronomie, paysage, appropriation sociale et implication spatiale.

2. Questionner et représenter les hiérarchisations sociales dans l'espace

L'intersectionnalité des rapports sociaux de domination en question

Si la géographie sociale française s'est d'abord attelée à l'analyse des rapports « socio-spatiaux » en centrant le regard sur les rapports sociaux de classe dans la tradition marxisante de l'époque, la discipline s'est ouverte depuis les années 1990 aux questions de genre et de rapports sociaux de sexe, et plus récemment aux enjeux de « racisation », à la faveur de la réception de travaux anglophones, notamment en géographie culturelle. Dans le prolongement de ces travaux, avec l'ambition d'éclairer la diversité des formes et des effets des rapports sociaux de domination, et dans l'approfondissement des travaux et manifestations scientifiques du contrat quadriennal précédent (séminaires, colloque 2019), des recherches porteront sur la dimension spatiale des rapports sociaux de « race » (C. Arab), d'âge (I. Danic), de handicap (B. Chaudet, E. Gardien) et de classe. C'est notamment la question - au cœur des controverses en sciences sociales - de l'intersectionnalité et de l'imbrication de ces différentes inégalités et rapports de domination qui sera posée. En cela, ces recherches seront attentives aux modes de catégorisation et de classement des individus et des groupes comme aux manières de qualifier les espaces géographiques, les mots pour les désigner et les nommer participant pleinement des processus de hiérarchisation.

Continuer à étudier les ségrégations et divisions sociales de l'espace

Une des manières d'opérationnaliser ces questionnements théoriques consiste à travailler sur les formes et processus de différenciations sociales dans l'espace, notamment sur les divisions sociales de l'espace et ségrégations. Les pratiques mises en œuvre par les individus et les groupes pour résister à ces différenciations ainsi que le déploiement de politiques institutionnelles pour lutter contre les ségrégations seront également analysées (voir à ce sujet plus particulièrement le projet de l'axe 3). Les travaux de l'axe

poursuivront ainsi l'exploration des mécanismes de polarisations, de fragmentations, de gentrifications, de relégations, de périurbanisations depuis les cœurs des centres urbains (H. Bailleul, P. Bergel, F. Madoré, A. Margier, E. Walker) jusqu'aux mondes périurbains et ruraux (M. Bermond, M. Marie, N. Raimbault), et ce dans les Nordes comme dans les Suds (F. Demoraes, V. Goueset, J.-M. Fournier). Comprendre ces mécanismes nécessite de prêter une attention particulière aux marchés immobiliers et aux politiques de logement, aux mobilités et aux transports, à l'aménagement des espaces publics et aux logiques commerciales ainsi qu'aux jeux d'acteurs qui animent ces évolutions et traduisent les rapports de force à l'œuvre dans les différenciations sociales de l'espace. Dans cette perspective, l'axe poursuivra les réflexions sur la dialectique de privatisation / publicisation des espaces (A. Gasnier), clé de lecture et révélateur des mécanismes de différenciation et de hiérarchisation socio-spatiale. Ces questionnements généraux sur les processus de différenciation sociale suivront des problématiques propres aux champs thématiques labourés par les membres de l'axe, par exemple autour des espaces scolaires et du travail qui y a lieu (P. Caro, I. Danic, E. Schneider, J.-F. Thémines), des configurations électorales produites par les divisions sociales intra-urbaines (J. Rivière), ou du *spatial mismatch* entre lieux d'emplois métropolitains et lieux de résidence du salariat d'exécution du secteur de la logistique (N. Raimbault).

Mesurer les inégalités dans l'espace (et en rendre compte)

Au plan méthodologique et dans une unité où les approches qualitatives sont largement présentes, ces problématiques impliqueront la mobilisation d'outils et de traitements quantitatifs multivariés souvent associés à la tradition méthodologique de l'analyse spatiale (analyses factorielles, typologies automatisées, statistiques spatiales) et qui seront ici mis au service des questionnements des sciences sociales critiques. Les matériaux empiriques seront notamment issus d'analyses secondaires de bases de données de la statistique publique (RGP de l'INSEE, DADS, données fiscales, RGA du Ministère de l'Agriculture, etc.), dont l'accès sera d'autant plus aisé que plusieurs sites de l'UMR (Caen, Nantes) sont impliqués dans la montée en puissance de la TGIR PROGEDO du CNRS, qui a pour mission le développement de la culture des données dans les communautés de recherche en SHS. D'autres recherches pourront s'appuyer par exemple sur les données relatives aux transactions immobilières par exemple (DVF - B. Meriksay, PERVAL - M. Bermond, M. Marie), ou sur celles produites par d'autres institutions qui sont de plus en plus disponibles (mais demeurent sous-utilisées) à la faveur du mouvement de mise en *opendata*. Enfin et au croisement avec des réflexions en termes de posture sur l'accessibilité et la circulation des savoirs hors des mondes académiques (voir section 1.4 de ce projet scientifique), ce champ thématique constituera un support de réflexion pour travailler sur l'édition numérique à travers la publication d'atlas sociaux récemment lancés (Nantes), en cours (Caen) et en projet (Le Mans, Angers, Rennes), un « chantier transversal » permettant un partage d'expérience autour de la conception et de la réception médiatique des planches (cartographie d'édition, modes d'écritures...) (S. Loret, L. Pauchard, J.M. Fournier, S. Angonnet, S. Giffon, A. Lepetit).

3. Les médiations entre mondes sociaux : dépasser la transmission

Enseigner, innover, accompagner

La porosité et les circulations entre recherche et enseignement s'opèrent dans les deux sens, en interaction. L'enseignement est une activité régulière inscrite dans le statut des enseignants-chercheurs, mais on peut noter que les personnels ESO non enseignants-chercheurs sont sollicités pour apporter leur contribution spécifique à la formation des étudiants des Universités tutelles de l'UMR ou d'autres établissements (École Centrale de Nantes par exemple) : 7 des 11 chercheurs CNRS ont une activité d'enseignement chaque année, principalement en Master pour des cours de spécialité correspondant à leurs domaines d'expertise. Ils interviennent aussi en encadrement de mémoire et contribuent à proposer des modules actualisés pour les regroupements de masters de l'UMR. Plusieurs IT dispensent des cours et TD dans le domaine de la géomatique et du traitement des données. Au-delà de la part nécessaire de reproduction des disciplines, se dégagent des marges possibles d'innovation ; l'enseignement et la formation sont des « terrains » de renouvellement des objets, des méthodes, des postures de recherche (J.-F. Thémines, M. Hardouin, E. Delamotte).

La soif de connaissances et d'outils de compréhension des processus sociaux ou socio-environnementaux, voire l'attente d'une formation civique d'une part croissante des étudiant.e.s, ouvre pour les personnels scientifiques un espace de réciprocité fécond. Plusieurs questions restent cependant ouvertes : comment mettre en discussion les idéologies/représentations du social et de l'espace portées par les politiques publiques (M. Hardouin, J.-F. Thémines)? Quel accompagnement des étudiants les plus à distance, socialement, de la fabrique des cultures savantes, afin de lever les malentendus sur les objectifs et attentes d'une formation universitaire et vaincre les inhibitions socialement construites (E. Schneider)? Plusieurs

programmes portés à ESO contribueront à documenter ces évolutions et à les discuter (dont GTNum, Direction du numérique pour l'Éducation - 2020-2022 - Projet ELN - Enfances et Littératies Numériques, coordination A. Cordier). Au total, l'enseignement et la transmission articulant le présentiel et le distanciel renforcent les besoins d'appuyer les approches sociales et culturelles par l'analyse des processus didactiques et médiatiques en jeu. Les recherches pluridisciplinaires de l'UMR seront mobilisées pertinemment à ce titre.

Participation, co-production et traduction des résultats de la recherche

Dans le contexte actuel, la contribution des membres d'ESO à la recherche dans la cité continuera à s'incarner dans des formes de recherche ou de valorisation très variées : accompagnement des personnes en recherche d'emploi, dans le cadre du Plan d'Investissement dans les Compétences - « La Locomotive » 2020-2023 (E. Bioteau, R. Gaillard, M. Roupnel, P. Glémain)⁷ ; immersion dans les lieux de vie ou de mobilisation (ANR Gilets Jaunes, 2020, coordonnée par le Centre Emile Durkheim, contributeur E. Walker) ; mise en mots et en textes de théâtre d'une partie des verbatim recueillis dans le cadre de l'ANR MIGSAN, en partenariat avec associations socio-culturelles et DRAC (A.-C. Hoyez) ; atelier de cartographie participative en milieux scolaires avec les enfants enquêtés (ANR MOBI'KIDS, S. Depeau, A. Lepetit, B. Mericskay) ; événements culturels partagés autour des usages du littoral (collectif Sciences Frictions, A. Atlan).

L'approche participative est revendiquée par de nombreux travaux doctoraux et par des formations de Master (médiation, participation...). Par exemple dans la thèse financée à partir de 2020 par la Région et le Ministère sur « La qualité de l'environnement résidentiel et l'inclusion spatiale des personnes handicapées », le maintien ou l'acquisition de l'autonomie en milieu « ordinaire » est abordée par le biais de la « marchabilité » des espaces résidentiels (F. Madoré, B. Chaudet, C. Lamberts).

Une partie des doctorant.e.s de l'UMR s'interroge par ailleurs sur les conditions pour appliquer et transférer les travaux de recherche, en lien avec une appétence personnelle du/de la doctorant.e, une formation initiale professionnalisante ou un financement doctoral fléché (collectivité/association/entreprise). Ce type de démarche ancrée, d'observation fine et de méthodologies mixtes (quanti et quali) fait partie de « l'ADN » d'ESO qui, depuis sa création, a promu des modalités de recherche en prise avec les sociétés et les territoires, telle l'initiative fondatrice des « Observatoires des changements sociaux », que des doctorants du site ESO de Caen réactivent en Normandie (Domfrontais).

Simultanément, la science participative (ou science citoyenne) en tant que telle, est encore assez peu intégrée aux méthodologies de collecte d'information ou de production de matériau à ESO, comme en SHS et à la différence des sciences écologiques par exemple. Néanmoins, les dispositifs de participation, du type open street map, cartes participatives lancées par des collectifs ou par des acteurs publics, sont étudiés par les chercheur.e.s, pour être confrontés, au service d'une question de recherche (B. Mericskay, G. Bailly sur la mobilité partagée ; G. Molina sur l'adaptation au changement climatique en ville, SENTICLIMAT, RnMSH, 2020-2022 ; S. Caillault sur les observateurs naturalistes LPO). La participation des enquêtés à la co-production du matériau et les allers-retours entre enquêtés et chercheurs sont fréquemment pratiqués, et une première expérience de grande ampleur a été menée par C. Darrot et G. Maréchal en temps de Covid19 sur les pratiques d'approvisionnement alimentaire en France, reposant sur une collecte de témoignages dans le cadre d'un frama⁸.

L'explicitation et l'objectivation sont nécessaires au vu de l'accélération de la temporalité des pratiques de recherche, de la redocumentarisation des contenus à l'œuvre dès qu'il y a publication en ligne, de

⁷ Dans ce programme, le mode d'agir relationnel doit s'opérer au bénéfice des publics, selon un modèle à établir dans les 3 ans, le « parcours sans couture » temporelle (formation-insertion) ni sociale (la personne dans sa globalité). En partenariat avec les missions locales, centres sociaux, sociétés coopératives, sociétés d'interim, le suivi assuré par l'équipe du programme de recherche ESO s'appuiera en continu sur les expériences des personnes en situation

⁸ Menée avec une équipe transdisciplinaire CNRS (UMR ESO et DCS), INRA (Unité SAD innovation), Cabinet Terr'Alim, FRCIVAM Bretagne, Asso Les Greniers d'Abondance, l'enquête participative "manger au temps du coronavirus" comptait 600 contributeurs au 15 mai 2020 et s'est faite connaître dans les médias nationaux. Envisager la prolongation ou pas des changements de comportements ou de référentiels liés à la crise, après le déconfinement, figure parmi les projets de ce collectif.

l'évolution de la valeur sociale du travail de vulgarisation scientifique et de l'inévitable inscription dans des controverses. Cette construction/participation à des controverses en ligne demandera de questionner les processus de traduction des résultats de la recherche vers la société civile, le rôle que les chercheur.e.s jouent explicitement ou non dans les transactions à l'œuvre pour une participation au débat public.

Médiation et médiatisation

Le bilan a mis en évidence l'activité intense et démultipliée des membres d'ESO dans les débats sociaux relatifs aux inégalités de conditions de vie, aux rapports genrés dans l'espace public, à la géographie électorale, aux enjeux de mobilités, aux tissus éducatifs, aux espaces de collaboration et d'entraide, ou encore à la place de l'alimentation, du vivant et des valeurs écologiques dans l'aménagement des espaces.

Les choix des lieux d'expression, les modalités de communication renouvellent le questionnement sur l'éthique et l'engagement des chercheur.e.s. Si la construction des savoirs et les positionnements des individus sont culturellement et politiquement ancrés, il est nécessaire d'étudier les processus et les objets qui les affectent en fonction des environnements médiatiques contemporains (E. Schneider, A. Cordier). De même, la diversité des possibilités de prise de parole, de prise de position des chercheur.e.s face à des questions aux enjeux sociaux et politiques forts demande que soient examinés les parti-pris épistémologiques, le vocabulaire emprunté/mobilisé/refusé, la construction du positionnement lui-même, entre engagement et participation à l'injonction de visibilité et de participation à « l'économie de la recommandation » (V. Deborde). Les postures peuvent être défendues dans le cadre d'événements scientifiques et de publications académiques, par le choix des notions mobilisées et des publics invités. Le type d'objet étudié peut déjà être en soi la revendication d'un « parti-pris » épistémologique ou théorique : définition de l'objet, formulation de la problématique, usage des mots.

En particulier, les logiques économiques actuelles et le développement des outils et des usages du numérique contraignent toutes les dimensions du travail scientifique et demandent aux chercheur.e.s à la fois une veille technologique et politique mais aussi la construction d'une réflexivité critique peu aisée dans un contexte d'accélération générale (S. Loret, M. Plard, J. Rivière, M. Marie, cf. PUD). En effet, la banalisation des outils numériques qu'ils soient utilisés individuellement ou collectivement, d'une part conduit à des recherches appuyées sur des « terrains en ligne » et d'autre part démultiplie les occasions de publication et valorisation des résultats. L'évolution des manières d'accéder au terrain, de le délimiter, de collecter des données sont des questions pour les chercheur.e.s de l'UMR qui souhaitent que soient congruents les principes politiques de mise au jour des inégalités, des discriminations et de contribution à leur réduction (cf. chantier « Quelles compétences numériques et méthodologies collaboratives pour des atlas sociaux multisites ? »). Concernant particulièrement le retour aux enquêtés, les modes de publication en ligne doivent engager une réflexion sur l'espace partagé possible entre chercheur.e.s et enquêté.e.s et ainsi la négociation du sens mais aussi les enjeux d'une circulation des résultats d'enquête en ligne entre exigence d'anonymat et recherche de bénéfices sociaux.

Ainsi, l'engagement du chercheur ne se trouve pas nécessairement dans la visibilité et le spectaculaire d'une exposition médiatique mais aussi dans la rigueur et la qualité relationnelle qu'il a pu instaurer sur ses terrains et avec ses interlocuteurs ainsi que dans la capacité à questionner avec ses pairs ses démarches au fil des évolutions. La médiatisation en ligne affecte par ailleurs les formats, la temporalité, le référencement des publications et interventions dans un contexte de questionnement sur l'expertise et l'autorité. Elle conduit également à de nouvelles vigilances et procédures quant au respect de la RGPD (cf. stratégie générale de l'unité). La veille scientifique et technique devra faire aussi l'objet de réflexion éthique et méthodologique face aux « gisements d'information numérique ».

AXE 2 : PRATIQUES, EXPERIENCES ET REPRESENTATIONS DE L'ESPACE

Rédaction : Benoît Feildel, Eve Gardien, Anne-Cécile Hoyez, David Lessault, Étienne Walker

Privilégiant une entrée par les individus, l'axe "Pratiques, expériences et représentations de l'espace" s'inscrit dans la continuité des points forts et des entrées thématiques de l'UMR ESO en matière d'éducation, de santé, de mobilités et de migrations, de parcours et d'engagement. L'objectif est d'éclairer les problématiques fédératrices et de les travailler selon des angles d'approches différents et complémentaires (figure 8) : (1) les expériences différenciées de l'espace, (2) l'habiter dans la circulation, (3) les perspectives biographiques et les engagements. La réflexion collective interdisciplinaire autour de ces trois entrées s'attachera à explorer la dimension spatiale des pratiques individuelles : à la lecture des expériences, des

circulations, des parcours, en quoi l'espace apparaît-il comme une ressource structurante des pratiques individuelles et sociales ?

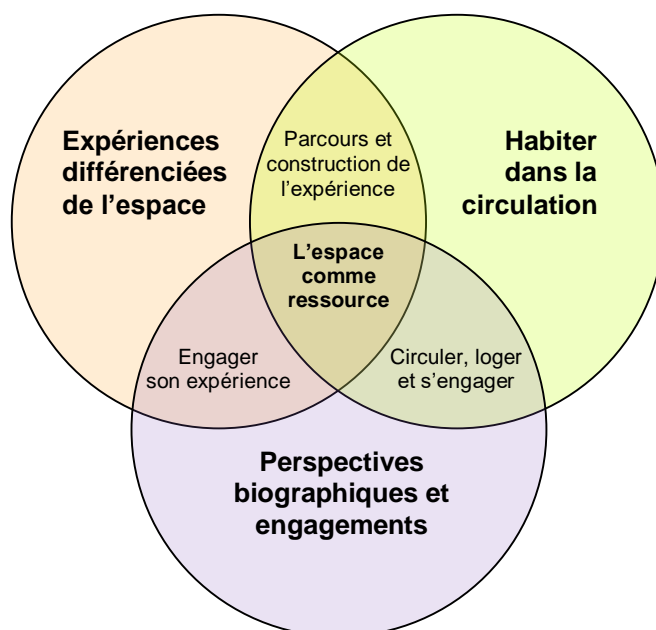


Figure 9 Représentation du projet axe 2

L'éclatement géographique des lieux de vie ainsi que les inégalités d'accès aux espaces interrogent de plus en plus la capacité des individus à développer des pratiques spatiales susceptibles de préserver et d'agencer le lien social. Autrement dit, les circulations entre différentes activités, entre plusieurs lieux de résidence ou de sociabilités façonnent une déclinaison d'expériences de l'espace et de l'habiter, tout en mettant en jeu la cohésion des groupes sociaux. Dans cette perspective, en quoi l'espace constitue-t-il un ressort de même qu'une ressource pour l'engagement des individus, entendu au sens large ? Dans quelle mesure son appropriation redéfinit-elle les capacités comme les dispositions à s'engager ensuite ? L'ancrage des individus et leurs expériences de mobilité peuvent-ils être considérés tel un déclencheur et/ou comme le produit des engagements situés ?

1. Expériences différenciées de l'espace et capacités d'actions

Cette première entrée reprend la question centrale de l'expérience, en la renouvelant et en l'intensifiant. Ce projet a l'objectif d'approfondir un certain nombre d'enjeux concernant les processus de différenciation de l'expérience apparus à l'occasion du bilan de l'axe comme saillants. La question de l'expérience et la façon dont la connaissance de l'espace se construit à travers les pratiques quotidiennes et les trajectoires biographiques des individus deviennent centrales pour penser les capacités d'actions et de transformations collectives : de quoi se composent les différentes expériences du monde ? Comment se font les agencements entre expériences individuelle et collective ? De quelles manières les expériences socio-spatiales sont articulées, agrégées, co-construites pour former des visions du devenir souhaitable des sociétés ? L'attention sera portée sur l'expérience de l'espace au niveau tant des individus que des groupes en situation à travers trois entrées privilégiées : les processus différenciés de la construction sociale de l'expérience spatiale, le passage de l'expérience aux savoirs expérientiels, les cadres et les logiques de l'enquête sur les expériences de l'espace.

La construction sociale de l'expérience de l'espace : corps, sensibilités et cognitions

Seront envisagées ici l'ensemble des pratiques, des représentations et des sensibilités, qui caractérisent le vécu quotidien *de* et *dans* l'espace. On s'attachera aux conditions concrètes et matérielles structurant l'expérience, aux transactions entre individus et espaces à travers les notions de paysage, d'ambiance, mais aussi à l'expérience comme produit d'une histoire, d'une trajectoire individuelle et sociale, variable dans les espaces et en fonction des échelles d'analyse. Quelles sont les différentes expériences de l'espace ? En quoi les espaces vécus, pratiqués façonnent-ils des expériences différenciées ? Dans quelle mesure ces expériences sont-elles socialement, temporellement et spatialement distribuées ? Il s'agira notamment d'interroger les différentiels entre l'expérience vécue (S. Depeau, E. Geisler) ou imaginée (A. Cordier), médiée par différents types d'interfaces et de supports (H. Bailleul, I. Danic, A. Léobon), normée par les

contextes sociaux et culturels (C. Guibert, B. Feildel, R. Gaillard) participant à construire une expérience différente, parfois en conflit avec celle qui est vécue à l'épreuve du corps et des sens (E. Walker). Dès lors, on s'intéressera aux écarts entre ces différentes expériences, aux modalités de leurs manifestations, à ce qu'ils font à l'expérience ici et maintenant, aux processus de normalisation à travers notamment l'étude des pratiques du corps (V. Coëffé, E. Jaurand, B. Taunay), des pratiques éducatives urbaines (S. Depeau), ou l'intervention socio-éducative (A. Clavé-Mercier), mais aussi à travers la mise en tourisme (P. Duhamel, X. Michel) ou les processus de patrimonialisation (A. Ouallet).

Savoirs expérientiels : savoirs issus de l'expérience de l'espace

Les savoirs issus de l'expérience sont au coeur du renouvellement de l'approche des espaces proposée ici. Comprendre en quoi les expériences de l'espace en structurent les pratiques, et inversement en quoi les pratiques de l'espace influencent les expériences sera un enjeu de connaissance des rapports à l'espace. Les travaux en cours sur les déplacements des individus ou les études touristiques laissent à penser que les savoirs expérientiels de l'espace pourraient être étudiés pour comprendre le conditionnement des pratiques par l'espace (F. Demoraes), et réciproquement (C. Guibert). De même, un défi sera de mieux appréhender l'expérience des espaces dans ses différentes dimensions perceptives et cognitives (E. Gardien) : qu'apprennent, que savent, que mémorisent les habitants d'un espace commun, les visiteurs d'un lieu, les résidents d'un habitat ? En quoi les expériences dans leurs dimensions multi-sensorielles, visuelles, auditives, olfactives, tactiles, gustatives, et signifiantes participent à la production de connaissance et de reconnaissance d'un espace donné ? L'espace sera également envisagé à travers ses fonctions capacitantes et apprenantes. En quoi et comment les fonctions ou la conception *a priori* d'un espace en termes d'information ou encore de travail permettent d'accéder et de s'approprier des savoirs de tout ordre ? En quoi et comment l'espace dans ses configurations matérielles ou virtuelles peut faire oeuvre de médiation (H. Bailleul, A. Cordier) ? En quoi les qualités des espaces mis à disposition facilitent ou pas l'appropriation de savoirs, la création de relations en présence ou à distance à des individus ou à des objets ? Enfin l'espace sera appréhendé comme support et ressources à la production ou au contraire à l'impossibilité de déployer certains savoirs, permettant ainsi d'éclairer les distributions socio-spatiales des savoirs expérientiels (E. Gardien).

De l'expérience à l'enquête : cadres et logiques de l'enquête sur les expériences

Chaque expérience acquiert ses significations dans un contexte et un cadre de vie donnés. Les sociétés, à travers les organisations spatiales, les pratiques sociales et les parcours de vie qu'elles promeuvent, participent à la configuration des expériences selon des modalités spécifiques qu'il s'agira d'élucider. La dimension sociale de l'expérience nous invite à interroger les cadres politiques qui configurent et participent à la disqualification, à la minoration ou à l'invisibilisation de certaines modalités de l'expérience. Quelles sont les représentations socialement partagées qui participent à construire le sens de l'expérience de l'espace ? Quelles sont les normes qui s'imposent à l'expérience des individus ? Dans quelle mesure l'expérience d'un individu peut-elle être subsumée par des significations communes et partagées ? L'imbrication des multiples dimensions qui structurent les rapports entre espaces et sociétés, dans un contexte de changements rapides, porte en elle un enjeu méthodologique et éthique. Nous entendons ainsi développer la réflexion sur la posture du chercheur, en relation avec ses objets, ses terrains, ses ressources, ses contextes, ses destinataires. L'investigation portera sur une clarification, un approfondissement et une mise en débat de nos étayages épistémologiques. Il s'agira aussi de partager, expliciter, co-construire des méthodologies de recueil et d'analyse de données, dans une perspective participative incluant chercheurs et non-chercheurs. L'objectif sera d'éclairer la participation de la recherche en sciences sociales à des prises de conscience et de position, mais aussi à des formes d'action collective, des luttes, des résistances.

2. Habiter dans la circulation

La réflexion sur habiter autrement se poursuit en entendant participer aux recherches sur les mobilités et l'habitat. Trois registres de travail seront ouverts : une réflexion de fond sur les rapports entre les processus d'ancrages et les pratiques de circulation, l'analyse d'espaces moins investis par la recherche en sciences sociales sur cette thématique, la mise en place de méthodologies plurielles. Nous entendons privilégier une approche intégrant à la fois l'étude des groupes et individus mobiles et les personnes, institutions, etc., impliquées dans leur accueil par le biais du logement et de l'hébergement.

Pratiques de circulation : entre-deux, pluralités, temporalités

On interrogera ici les mobilités des personnes qui occupent l'entre-deux, ou qui circulent dans des registres de mobilités formels ou informels, ce qui permet d'articuler plusieurs champs d'études des mobilités

spatiales habituellement séparés (mobilités résidentielles, quotidiennes, professionnelles, migrations internationales, déplacements touristiques, etc.). Les liens entre la circulation et l'habiter seront interrogés dans la pluralité des activités humaines, et dans la continuité des travaux sur les parcours et trajectoires, donnant ainsi la possibilité de mettre en lumière les recherches sur les migrations saisonnières (C. Arab, S. Delépine), l'expérience migratoire des ultra-marins (H. Jarousseau), les mobilités professionnelles telles qu'elles se développent autour des tiers-lieux (G. Baudelle, B. Feildel), les mobilités propres à la formation professionnelle (P. Caro, A. Checcaglini) ou aux étudiants/enseignants/chercheurs internationaux (M. Hardouin), les mobilités liées aux dynamiques familiales (P. Sebille, D. Lessault), sur les apprentissages de la ville (S. Depeau) ou à la recherche de soins ou de bien-être (S. Fleuret). L'habiter et ses temporalités variées seront observées à partir d'approches différenciées (biographiques, longitudinales, transversales), autour notamment des réflexions sur le quotidien et les routines et/ou sur le passage d'une forme d'habiter à une autre (B. Chaudet, C. Lamberts), ou sur les situations de précarité résidentielle (A-C. Hoyez, C. Gasquet-Blanchard) et la place des informalités (S. Depeau).

Formes d'ancrage des pratiques de circulation : construire, loger et héberger des populations mobiles

L'identification des régimes de formalité et d'informalité, faisant écho à la question de l'institutionnel et du non-institutionnel, conduiront à interroger les formes d'ancrage dans la circulation observées autour des dispositifs développés pour construire, loger et héberger les populations mobiles non prises en charge par les pouvoirs publics ou contournant les dispositifs en place. Comment l'offre de logements s'adapte-t-elle à différentes formes d'instabilités résidentielles, d'habiter autrement ? Et, *vice versa*, comment certains modes d'habiter autrement composent, voire transforment, l'offre de logements existante ? Le rapport entre ancrage et circulation est traversé de rapports d'altérité variés, observés dans les mobilités des enfants (S. Depeau), le translinguisme (A. Filhon), les catégorisations des personnes exilées et réfugiées dans la région euro-méditerranéenne (L. Vignal), la mise en place de mobilités durables dans les espaces urbains (F. Demoraes, V. Gouëset, G. Baudelle, S. Depeau), dans l'accueil des populations exilées et saisonnières étrangères dans les espaces ruraux ou touristiques (D. Lessault) ou les initiatives « villes accueillantes ».

Représentations graphiques de la mobilité et de l'habiter : réflexivité et méthodologie

La dimension "habiter dans la circulation" de l'axe donne l'opportunité de développer une approche critique du paradigme mobilitaire qui focalise l'attention sur le mouvement, les individus mobiles, sans toujours les mettre en rapport avec les groupes, espaces et sociétés dans lesquels ils prennent place. Comment les SHS et en particulier l'UMR ESO prennent part au débat sur les inégalités d'accès à la mobilité à différentes échelles ? Comment les SHS peuvent interférer dans la fabrique des représentations collectives des enjeux de mobilité spatiale et de circulation ? Comment se construisent les normes mobilitaires qui gouvernent les sociétés ? Ces questions seront éclairées par des réflexions éthiques sur les enjeux de représentation des mobilités spatiales et des parcours des individus. Les projets proposant des modes de valorisation en partenariat avec le monde artistique et culturel seront mobilisés, dans la poursuite de ce qui avait été mis en place avec l'école d'été MobHumaNip en 2014, autour de la production de BD (D. Lessault), d'expositions photographiques ou de pièces de théâtre (A-C. Hoyez), ainsi que de l'EUR CAPS (H. Bailleul).

3. Perspectives biographiques et engagements

L'objectif est ici d'étudier le parcours des individus à l'aune des formes d'engagement individuel que ceux-ci dessinent, des plus ordinaires et quotidiens (dans une activité) aux plus collectifs et militants (pour une cause). Différentes entrées seront mobilisées : âges de la vie (P. Caro, A. Checcaglini, I. Danic), travail (J-P. Melchior, G. Krauss), mouvements sociaux (E. Walker), handicap (M. Calvez) ou migration (P. Sebille, D. Lessault, S. Delépine, C. Gasquet-Blanchard, A-C. Hoyez). Dialectiquement, les formes d'engagement seront éclairées à l'aune de ce qu'elles doivent à la vie passée des individus qui les conduisent tout en étant attentif à ce qu'elles font à leur devenir, les méthodes, concepts et éthiques nécessaires à leur appréhension étant explorés et discutés. La notion d'engagement sera notamment discutée suivant ses différentes acceptions disciplinaires et paradigmatiques, ses rapports avec différentes formes d'action - implication, obligation, mobilisation... - et on s'attachera à révéler la pluralité, la concomitance de différents engagements, à différents titres, et suivant différentes temporalités. En lien, les méthodes biographiques mobilisées dans le précédent projet seront reconduites (récits de vie, entretiens biographiques, archives, etc.) afin de reconstituer la vie des individus et appréhender le sens qu'ils lui donnent, mais aussi pour contextualiser l'engagement. Est donc visée ici une perspective interdisciplinaire d'exploration à la fois empirique, méthodologique, conceptuelle et éthique de l'engagement ; l'engagement est entendu au sens

large, de son maintien ou de son abandon, et de ses conséquences à l'échelle de l'individu, pensé comme singularité socialement et itérativement construite.

Éclairer l'engagement à l'aune des socialisations passées

L'engagement pourra d'abord être saisi lors de sa phase liminaire d'enrôlement, ou au travers de son maintien. En mettant la focale sur la socialisation de l'individu, il s'agira d'éclairer en quoi ces deux moments de l'engagement peuvent s'expliquer premièrement par l'intériorisation de tels ou tels cadres sociaux, hérités ou rencontrés au cours du cycle de vie, révélant parfois des accidents biographiques. L'appréhension des différentes ressources dont il disposait au moment de s'engager et qui ont effectivement été mobilisées lors de l'enrôlement, ou le sont encore dans le cas du maintien constituera une seconde entrée. Une attention particulière sera réservée à la dimension spatiale de ces cadres et capacités : socialisation aux usages institués au sein des espaces vécus et aux groupes qui les pratiquent, attachement et ancrage, ressources spatiales et spatialisées, liens entre les lieux ressources (des lieux ordinaires aux hauts-lieux de mobilisations collectives). Ces dispositions individuelles à l'engagement seront enfin rapprochées des configurations sociales, spatiales, économiques, techniques, culturelles et politiques au sein desquelles elles peuvent ou non se déployer et/ou se renouveler.

Éclairer les défections et les conséquences de l'engagement

Si les logiques de l'engagement ont été assez bien documentées, ses conséquences ainsi que les motifs de désengagement l'ont été beaucoup moins. La hausse des divers coûts consentis jusque-là ou la baisse des rétributions auxquelles donnait accès l'engagement en sont-elles responsables ? L'individu désengagé l'est-il du fait d'accidents biographiques ou en raison de dissonances autour de la défense collective d'une cause ? Parce que l'engagement s'est porté vers d'autres registres, d'autres espaces ? Ses cadres sociaux ont-ils évolué suite à ce désengagement, re-définissant son identité sociale ? Ses rapports au monde, et singulièrement aux espaces de vie se sont-ils reconfigurés, traduits par un ancrage ou une déprise ? Dans quelle mesure s'est-il enrichi, notamment dans sa capacité à posséder, connaître, faire avec l'espace ou s'y rendre légitime, donnant ainsi lieu à de nouvelles prédispositions à un engagement futur, ici ou là ?

Comment étudier l'engagement et ses temporalités... y compris ceux du chercheur ?

Appréhender l'engagement des individus dans une perspective biographique nécessitera de discuter les apports de différentes disciplines sur les plans méthodologiques, conceptuels et éthiques. Les différentes méthodes utilisées pour une telle approche seront discutées collectivement, qu'elles reposent sur les intéressés eux-mêmes (entretiens, parcours commentés, cartes mentales, questionnaires...), ou qu'elles contextualisent ce vécu dans une perspective configurationnelle (monographies, statistiques spatialisées...). La prise en compte des temporalités et spatialités de l'engagement sera elle aussi discutée (difficultés du longitudinal, pertinence du rétrospectif, documentation des configurations locales, cartographie des parcours d'engagement). On explorera deuxièmement les apports, implications et limites des concepts souvent mobilisés pour ce type d'approche (parcours de vie, cycle de vie, trajectoires, carrière militante). Enfin, une réflexion éthique sur l'engagement du chercheur lui-même, ainsi que son rapport à l'engagement sera conduite, dans la continuité du dernier colloque quinquennal ESO/JEDI. Du positionnement dans le champ académique à l'engagement dans la cité, nombreuses seront les formes (manifestations scientifiques alternatives, recherche-action, transfert de compétences, intervention sociologique, auto-formation militante) et implications (neutralité axiologique, objectivation, utilité sociale, rapport aux enquêtés...) à discuter.

AXE 3 : LA (RE)LOCALISATION DU POLITIQUE : UN PROCESSUS SOUS TENSION

Rédaction : Jean-Baptiste Bahers, Hervé Davodeau, Camille Devaux, Mathieu Durand, Solène Gaudin

Après avoir cherché à éclairer l'articulation entre l'action institutionnelle et « ordinaire » lors du quinquennal sortant, l'axe 3 d'ESO prolonge l'examen des tensions constitutives de l'action publique spatialisée en resserrant l'analyse sur une question de recherche (ré?)-émergente, faisant l'objet d'une attention croissante de la part des chercheurs impliqués dans l'axe. Il s'agit de partir du postulat que les interactions entre actions institutionnelles et pratiques ordinaires stimulent des dynamiques sociales et spatiales nouvelles que nous proposons de questionner en termes de « relocalisation du politique ». Penser ce processus signifie observer le redéploiement du politique comme chose commune à travers des logiques institutionnelles ou non, et aux diverses échelles des territoires, locaux ou non.

« Relocalisation » met l'accent sur le ré-ancrage d'un certain nombre de politiques publiques et de pratiques sociales qu'il s'agira de décrire et analyser, tout en portant un regard critique sur « l'illusion localiste » et sur les projets et valeurs très divers que peut recouvrir ce retour au local (du localisme identitaire et au souverainisme patriotique, jusqu'au bio-régionalisme et aux circuits courts).

Doit-on d'ailleurs parler de relocalisation du politique ou de nouvelles formes de localisation, ou de façon plus ouverte encore de nouvelles spatialisations du politique ? En ce sens, nous faisons l'hypothèse que les tensions à l'œuvre dans la relocalisation du politique sont tout autant hors des cadres institutionnels (l'activisme politique, les pratiques collectives...) qu'à l'intérieur, ce qui prolonge la réflexion du quinquennal précédent sur l'articulation des dimensions institutionnelle et « ordinaire » de la/du politique. Les deux premiers sous-axes ont une portée transversale afin de stimuler les échanges conceptuels entre les membres de l'UMR. Les deux derniers sous-axes ont une portée plus resserrée, permettant de structurer des débats scientifiques sur des questions émergentes.

1. Espaces relocalisés, espaces en lutte

Le premier sous-axe appréhende la relocalisation du politique à travers les contraintes associées. Il interroge pour cela les luttes sociales, les tensions entre groupes sociaux, le renouvellement des conflits territoriaux et la perpétuation des inégalités (A. Margier ; S. Gaudin). L'approche par les crises successives et la résilience territoriale et les dispositifs de régulation permettra également de comprendre les phénomènes de relocalisation du politique (J.-E. Beuret ; B. Quenault).

Le retour au local : décrypter les mobilisations actuelles à la lumière d'un héritage

Dans les années 1970, l'idée de relocalisation du politique est apparentée à des mouvements régionalistes et à leurs slogans du « nous voulons vivre au pays » fortement suspects dans un État centralisé. Depuis son essor au moment des rassemblements du Larzac jusqu'aux « territoires en lutte » d'aujourd'hui, ces mobilisations défendent, à 50 ans d'intervalle, des agricultures attentives aux terroirs, des paysages et des cultures locales spécifiques, des compétences décentralisées et des modèles de résistance au pouvoir central ainsi qu'à une certaine ingénierie de l'aménagement du territoire. Ainsi, le retour au local exprime à la fois une relocalisation de la politique contestataire et révolutionnaire (E. Walker), une production territoriale par les conflits, une géographie politique du pouvoir et une « géopolitique » nouvelle de l'aménagement du territoire. Cette section interrogera cet héritage dans sa dimension actuelle.

Des crises contemporaines qui investissent le local

La relocalisation du politique, hypothèse de cet axe de recherche, peut être observée suite à plusieurs processus socio-économiques mais aussi environnementaux. Elle est souvent le résultat de processus contraints où le local apparaît comme l'une des portes de sortie. Il peut s'agir de luttes sociales jouant le local contre le global (E. Walker ; M. Uhel), de crises sanitaires contraignant les déplacements lointains ou de crises environnementales mettant au goût du jour les circuits courts de tous ordres (C. Darrot).

La problématique de l'axe 3 incite les chercheurs d'ESO à se positionner vis-à-vis d'une question socialement et politiquement vive. L'approche par les crises, qu'elles soient environnementales, sanitaires, climatiques, sociales, économiques, questionne la résilience des sociétés et des systèmes territoriaux et les inégalités que ces crises génèrent ou exacerbent. Cette approche de recherche est particulièrement adaptée à l'échelle locale (service urbain, M. Durand ; système pénal, P. Milburn ; G. Molina ; B. Quenault). L'action collective et l'action publique apparaissent comme le fruit de processus non souhaités, souvent non contrôlés, aboutissant, dans certains cas, à la relocalisation du politique face à la faiblesse d'autres types de régulation. Le territoire, longtemps considéré comme un paramètre n'ayant plus aucun impact sur l'action publique redevient essentiel dans la gestion des crises à court terme et la résilience à plus long terme. L'économie est ainsi vécue comme enjeu primordial d'action locale, la maîtrise des flux de proximité (énergie, eau, alimentation, résidus...) comme un outil de politique environnementale (J.-B. Bahers ; M. Durand), et la solidarité s'invite au cœur des relations de voisinage (C. Devaux ; I. Garat ; C. Guiu ; A. Rouyer ; S. Vernicos). Il s'agira toutefois de privilégier une lecture multiscalaire pour penser le local et le global articulés, soumis aux mobilités (A. Morel-Brochet ; S. Delépine) et questionner l'enjeu de la proximité sous l'angle de l'inter-territorialité et de la « bonne distance » (J.-B. Bahers ; I. Garat).

Les ambiguïtés de la mise en avant du local : local qui divise VS local qui solidarise

Cette section visera à questionner, du point de vue de l'action publique, le statut de l'espace (support, outil, ressource) dans les mobilisations sociales, en attachant une attention particulière à la revendication du local, aux stratégies dont il est l'objet et aux tensions auquel il est soumis : le local qui divise VS le local

qui solidarise... Ce questionnement identifie d'une part les vertus de l'échelle élargie : ouverture à l'altérité, transferts de solidarité, complémentarité des milieux, dépassement des « baronismes » et du clientélisme local, etc. Il interroge d'autre part les conflictualités territoriales et plus globalement les mobilisations sociales qui s'expriment dans et par l'espace pour dénoncer les inégalités sociales, les injustices, les discriminations (P. Bergel ; I. Garat ; N. Raimbault ; M. Uhel ; E. Walker). Pour articuler les échelles et faire le lien avec l'action publique territorialisée à ses différents niveaux, il faudra nécessairement questionner la dimension spatiale de ces espaces en lutte (en réseau) et de ces mobilisations qui expérimentent au niveau local des pratiques qui ambitionnent de préfigurer des changements plus globaux. Ce retour au local nécessite de mettre en perspective son contenu, sa délimitation spatiale et son sens politique au regard des revendications dont il a déjà été l'objet (C. Emelianoff).

2. Relocalisation du politique, mobilisations et expertise citoyenne

Le deuxième sous-axe cherche à comprendre comment la relocalisation du politique peut également être le fruit de processus co-construits et volontaristes. Il prend pour cela en compte les dynamiques citoyennes d'acquisition de compétences d'expertise d'une part, la co-construction par les acteurs - institutionnels ou non - de l'action publique d'autre part (H. Bailleul). Ces deux approches seront notamment analysées à travers les conditions d'accessibilité aux données et aux outils numériques.

Expertise citoyenne et empowerment

Cette section postule que les différentes actions de relocalisation du politique se font à travers une montée en compétence de l'expertise citoyenne afin d'interagir de façon accrue avec les porteurs formels de politiques publiques. La relocalisation du politique implique des jeux d'acteurs renouvelés, des formes de mobilisation citoyennes dynamiques, une capacitation des habitants et donc leur montée en expertise à travers une hybridation des savoirs (A. Atlan ; H. Davodeau ; C. Devaux ; F. Joliet ; D. Montembault ; N. Raimbault). La construction et la mobilisation de cette expertise dans la mise en œuvre d'actions publiques nécessitent de mobiliser des compétences souvent construites de façon empirique, des savoirs-citoyens mais aussi de s'appropriier un discours longtemps perçu comme réservé à une technocratie, par exemple dans le domaine de l'insertion par l'emploi, de l'accompagnement du vieillissement (C. Devaux ; A. Rouyer) ou de l'économie sociale et solidaire (M. Roupnel ; R. Gaillard ; E. Bioteau).

Co-construction de l'action publique

Celle-ci peut se jouer à l'échelle d'un individu, d'un collectif organisé ou non, de structures entrepreneuriales formelle ou informelle, et même de modalités renouvelées de coopération intercommunale (G. Bailly ; G. Billard ; E. Hellier).

Si certains de ces héritages viennent des premières expériences de territoires en autogestion dans les années 1970, les mouvements actuels se distinguent sous bien des aspects, en particulier sous l'effet du contexte des « transitions » : par les espaces investis et les façons de les occuper, les discours et références qui justifient et orientent ces actions, les nouvelles coopérations et formes de municipalisme expérimentées (P. Boudes ; M. Uhel ; V. Van Tilbeurgh ; E. Walker).

Sous l'effet des dynamiques démographiques, des mobilités (A. Morel-Brochet), de la localisation des emplois, de co-construction des espaces résidentiels (B. Chaudet ; C. Devaux ; C. Lamberts), du désir de nature des citadins et du réensauvagement (V. Audreu-Boussut, C. Barthou), ou de leurs exigences en matière d'alimentation de qualité produite à proximité des villes (C. Margetic ; F. Fortunel) et de relocalisation des flux de biomasse (A. Pierrat), différents dispositifs d'aménagement prennent en charge aujourd'hui la relation ville-campagne (Y. Le Caro). Dans la mesure où l'élargissement des territoires locaux (communes nouvelles, grandes intercommunalités) ne s'accompagne pas nécessairement d'une intensification démocratique, ne génère-t-elle pas, paradoxalement, une « proximité distante », compensée par des processus participatifs et coopératifs de villages ou de quartiers (G. Krauss) ?

Accessibilité des données, usage du numérique

L'expertise citoyenne et la capacité à entrer dans des modalités coopératives et participatives de construction de l'action publique sont aujourd'hui amplifiées et permises par la maîtrise des données et des outils numériques. Cette acquisition de compétences, à la fois plus lourdes et complexes tout en étant largement démocratisées fait pleinement partie de cette expertise nouvelle à acquérir par les groupes citoyens (G. Bailly ; H. Bailleul ; V. Billaudeau ; B. Mericskay ; S. Loret). Cette section met en valeur les réflexions territoriales autour de cet usage du numérique, qu'il soit centralisé et promu par le plus haut

niveau de la hiérarchie territoriale - 5G, smart City... - (G. Billard, G. Baudelle) ou par des initiatives citoyennes localisées - fab-lab, do it yourself... - (H. Bailleul).

3. L'action environnementale politique

Le troisième sous-axe appréhende la relocalisation du politique à travers l'action environnementale. Il interroge pour cela les constructions politiques locales (C. Laidin), la territorialisation des enjeux écologiques et leurs politisations. Seront traitées ainsi les tensions entre les formes politiques de l'action environnementale et les paysages conceptuels s'y référant.

Les constructions politiques locales de l'action environnementale

Il s'agit dans ce sous-axe d'interroger la diversité des constructions politiques locales de l'action environnementale, entendue comme tout ce qui contribue à la construction d'un espace public et d'interactions sociales en lien avec les enjeux environnementaux. Si la transition est un paradigme global, les réponses à y apporter relèvent de modalités locales qui peuvent être en tension avec des injonctions trop générales. Cette territorialisation, voire territorialité, des enjeux écologiques sera abordée au prisme des lignes de tension qui les traversent (N. Dupont ; V. Jousseau ; F. Laurent ; C. Margetic). Assiste-t-on à de nouvelles formes de politisation de l'action environnementale, dans le creuset par exemple des discussions portant sur les concepts d'anthropocène et de capitalocène mais aussi du genre dans l'urbanisme et de l'aménagement végétal (P. Boudes ; A. Etiemble) ? La focalisation de l'attention sur les questions relatives au changement climatique (la « climatisation de l'environnement ») n'éclipse-t-elle pas d'autres enjeux ? (B. Quenault). Il pourra être aussi question des affects liés aux sensibilités environnementales qui entrent en politique (B. Feildel ; E. Geisler ; M. Plard ; V. Van Tilbeurgh), des potentialités et limites d'une entrée paysagère pour aborder les questions environnementales (C. Caillault ; H. Davodeau ; E. Geisler ; D. Montebault ; F. Romain) et de l'écologisation des pratiques touristiques (C. Guibert ; J-R. Morice).

Comment la politisation de l'écologie s'insère-t-elle dans les débats scientifiques et l'enseignement ?

Une autre focale est abordée dans ce sous-axe, au travers des débats et des controverses scientifiques sur ce sujet. Il s'agit donc du revers de la démarche précédente, forme de réflexivité de l'action environnementale politique : comment la politisation de l'écologie affecte-t-elle les débats scientifiques ? En effet, la tension entre dépolitiser/politiser l'écologie s'enrichit progressivement dans les controverses scientifiques. Les applications territoriales de l'écologie politique (J.-B. Bahers), la traduction ou « récupération aménagiste » des enjeux environnementaux, les modes locaux de transitions (M. Tsayem), la géo-ingénierie et le post-humanisme, le bio-centrisme, l'alliance des humains et non-humains (V. Van Tilbeurgh) ou les politiques terrestres sont des ingrédients d'un paysage conceptuel et de rapports de force en recomposition, qu'il conviendra d'appréhender (cf. chantier forum participatif « Ecologie politique »). Enfin, ce sous-axe a pour ambition de développer une vision réflexive du travail d'enseignant-chercheur et chercheur au travers de ces enjeux environnementaux : comment faire de la recherche et de l'enseignement dans une période de crises environnementales ? Comment nos pratiques scientifiques et pédagogiques relaient-elles ces préoccupations, et avec quelle distance critique ?

4. La fabrique des territoires au prisme de la relocalisation du politique

Cette section propose d'articuler les réflexions autour des registres et des modes d'action publique et politique, particulièrement à travers les enjeux d'aménagement en intégrant et mobilisant les approches critiques comme grille de lecture des nouvelles logiques de production, d'imposition et de négociation des dispositifs techniques et spatiaux : community organizing, urbanisme non spatialiste, qui se concentre sur l'espace social et non plus directement sur les formes urbaines, périurbaines et rurales versus un aménagement intégrateur, urbanisme politique et participatif, ou encore l'urbanisme hors projet qui s'oppose à la technocratie.

Interactions acteurs publics-privés dans la fabrique des territoires

Ce sous-axe aborde la relocalisation du politique de façon plus ouverte que les précédents, tant du point de vue de la gamme des acteurs concernés (par rapport au sous-axe 2 focalisé sur l'expertise citoyenne) que de la thématique (par rapport au sous-axe 3 centré sur la question environnementale). À côté des traditionnels acteurs publics de la production de l'espace, il s'agit de prendre aussi en charge les acteurs privés (ex. la gouvernance entrepreneuriale) dont les stratégies participent des logiques d'aménagement à l'exemple des logisticiens (N. Raimbault), des acteurs de l'immobilier commercial (A. Gasnier), des opérateurs touristiques (P. Duhamel, H. Pébarthe-Désiré), jusqu'aux espaces de vente d'occasion (S. Bacconnier) et du processus de relocalisation dont nous voulons faire état : essaimage des tiers-lieux (G.

Baudelle ; G. Krauss ; V. Billaudeau), régénération urbaine et économique des centres-villes (L. Guillemot) et restructuration des zones d'activités suburbaines (A. Gasnier), patrimonialisation (E. Salin), dérégulation (I. Garat) etc. La prise en charge dans notre réflexion des logiques économiques impose de ne pas se limiter aux acteurs privés (les espaces de travail collaboratifs sont aussi initiés par la puissance publique) pour intégrer également les stratégies économiques des pouvoirs publics et leurs dimensions spatiales (cf. axe 1) : remunicipalisation des services publics de l'eau (E. Hellier), remédiation commerciale des politiques publiques locales (A. Gasnier), énergie (C. Emelianoff), déchets (M. Durand), cantines scolaires, territorialisation des services de soins et médicaux (S. Fleuret), accès internet etc.

Théories critiques de l'urbain et de l'aménagement : éclairer la relocalisation du politique

Dans l'objectif d'aborder autrement les enjeux d'aménagement, il s'agira également de questionner les expérimentations, les récits et les formes de communication (matérielles, symboliques et numériques) auxquels les opérations donnent lieu et qui révèlent les dimensions actuelles à l'œuvre. Quelles sont ainsi les pensées, impensées (marges, interstices) et formes imposées de la production territoriale/urbaine (C. Devaux ; C. Marie-dit-Chirot ; S. Gaudin) ? Il s'agit aussi d'appréhender les logiques de contestation, de négociation et les oppositions/résistances (P. Bergel ; I. Garat) faisant apparaître la nécessité de mobiliser des grilles de lectures se référant aux théories critiques de l'urbain et de l'aménagement et questionnant directement les processus de dominations - spatiale et sociale (A. Margier ; N. Raimbault ; J. Rivière) et leurs diverses expressions dans le champ des pratiques professionnelles architecturales (E. Geisler) et paysagistes (F. Romain). La fabrique des territoires est dès lors le lieu de mise en récit de politiques locales, en tension entre des injonctions d'expérimentations et des résistances de plus en plus prégnantes (H. Bailleul). Comment cet enjeu circule dans les politiques d'aménagement ? Comment est-il approprié par les acteurs aménageurs ? Ce sujet pourra être éclairé autant par des approches empiriques que par des entrées théoriques qui renouvellent les cadres de lecture des politiques urbaines (B. Montabone).